



## Crise financière

# La crise, mode d'emploi...

**L'an dernier, le gouvernement a imposé sa réforme des retraites malgré l'énorme mobilisation qu'elle a suscitée. Déjà, la menace de voir la note AAA de la France être dégradée par les agences de notation était utilisée pour justifier ce recul social.**

Ce n'était qu'un avant goût de ce que gouvernants et financiers semblent vouloir nous faire payer...

Nous avons démontré dans nos tracts, chiffres à l'appui, que tous les arguments distillés par les médias en faveur de la réforme des retraites relevaient de la manipulation mensongère.

### Aujourd'hui

La campagne médiatique pour justifier le pillage annoncé de l'économie par les spéculateurs ne fait que commencer.

Et pour cause, les plus grandes fortunes contrôlent les médias, les banques, les institutions européennes et les chefs d'Etats.

En bons élèves soumis, les chefs d'Etats évoquent la crainte d'une mauvaise note des agences de notation pour justifier des mesures d'austérité.

### Mais que sont ces agences de notations ?

Ce sont des entreprises privées, protégeant des intérêts privés, contrôlées par des

financiers qui dictent aux Etats les mesures financières qu'ils doivent appliquer.

Leur légitimité est celle que les gouvernants veulent bien leur reconnaître.

Ces institutions financières qui font des fortunes en spéculant sur la dette des Etats ont intérêt à dégrader ces notes puisque leur taux d'intérêt grimpent lorsque les notes se dégradent.

### Une simple escroquerie

La banque européenne prête aux banques à 1 % et les banques prêtent aux Etats à 4%, 5 % voire jusqu'à 18 % (comme en Grèce si la note est mauvaise).

Pourquoi la banque européenne ne prête elle pas directement aux Etats à 1 % ?

Ce sont ces commissions touchées par les banques qui menacent aujourd'hui toute l'économie européenne et qui imposent des mesures d'austérité qui ne peuvent qu'aggraver les choses.

Ce qui a été fait avec la Grèce, l'Italie, l'Espagne et le Portugal ces derniers mois a

fini par stopper la croissance en atrophiant le pouvoir d'achat des populations.

Les financiers ont peur de ne pas se faire rembourser leurs prêts comme cela avait été le cas en 2008.

C'est pourquoi ils pressent les Etats de prendre des mesures qui rempliraient les caisses en saignant les populations.

**Ces gens-là veulent toucher leurs intérêts, même si toute l'économie doit pour cela rentrer en récession.**

La presse commence son travail de propagande pour justifier de la nécessité de réduire la dette de l'Etat français pour maintenir sa note AAA.

Les journaux télévisés ou écrits répètent que la dette est de 85 % du PIB (produit intérieur brut).

Or le PIB est la richesse du pays sur une année alors que la dette est calculée sur une moyenne de 7 ans.

Ramenée à sa juste valeur, il s'agit dans la réalité de ...12 % du PIB.

### **Réduire la dette ou augmenter les recettes ?**

Les intérêts de la dette (la part des banques) coûtent 50 milliard par an.

Le patron de Natixis, spécialiste de la finance qui n'est pas un dangereux révolutionnaire, estime que si les revenus du capital étaient taxés à la même hauteur que ceux du travail, cela rapporterait 100 milliards par an.

Que faut-il réduire de la dette ? Les investissements pour la santé ? Ceux de l'éducation ou de la recherche qui créeront les richesses de demain ? Les infrastructures sur lesquelles repose l'économie ?

### **Que faire ?**

La seule réponse possible pour défendre l'intérêt des salariés et la santé économique des pays ne peut résider que dans le partage des richesses.

Seule la relance de la consommation peut stopper la crise mais il faut reprendre les richesses détournées par les milieux de la finance.

Cela ne viendra pas des gouvernants qui obéissent au doigt et à l'œil aux grands industriels, aux financiers qui sont souvent les mêmes et contrôlent les médias.

Cela ne peut venir que dans les luttes partout où cela est possible, partout où il y a des syndicats pour redisputer le partage des richesses.

Seule l'extension des luttes pourra déboucher sur une grève générale qui mettra le pouvoir dans l'obligation de céder.

Il n'existe aucune autre solution !!!

### **Notre règle d'or, défendre nos droits !**

Les négociations à venir sur les statuts d'Héraklès comme les prochaines négociations sur les salaires relèvent du même domaine.

En se mobilisant pour obtenir de meilleurs accords et des augmentations, nous défendons nos propres intérêts et ceux de la société toute entière.

Tant que nous n'aurons pas conquis de nouveaux droits démocratiques dans les entreprises, tant que nous dépendront du bon vouloir de dirigeants mégalomanes, pressés et irresponsables, il faudra s'imposer !

La situation révèle jour après jour que les extrémistes sont les fanatiques du marché qui sont prêt à sacrifier jusqu'aux conditions de la vie sur terre pour satisfaire quelques profits.

Les idées considérées utopiques et irréalistes hier comme la taxation des capitaux commencent à être reprises même si ce n'est que pour calmer l'opinion publique.

La raison est de notre côté et le premier acte de résistance consiste à ne pas se laisser abuser par l'information déformée relayées à grande échelle par ceux qui ont intérêt à brouiller la compréhension...